

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

Note d'information du 11 juin 2018 relative au fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) pour l'exercice 2018

NOR : INTB1815632N

La présente note a pour objet de présenter les modalités de financement, de répartition et de versement du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) au titre de l'exercice 2018.

Pièces jointes : 6 annexes dont la liste des communes contributrices et celle des communes éligibles au FSRIF en 2018.

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, à Monsieur le préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris ;
Mesdames et Messieurs les préfets des départements de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des
Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.*

Le fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) a été créé en 1991 pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Île-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes (article L. 2531-12 du code général des collectivités territoriales). Ce dispositif de péréquation horizontale spécifique à la région Île-de-France permet une redistribution des richesses entre les communes de cette région.

La loi fixe un objectif annuel de ressources au fonds s'établissant à 230 M€ en 2013, 250 M€ en 2014, 270 M€ en 2015, 290 M€ en 2016, 310 M€ en 2017 et 330 M€ en 2018.

Cet objectif permet de garantir la visibilité des ressources du fonds et témoigne de la volonté d'accroître la réduction des inégalités entre les communes franciliennes.

Ce dispositif a connu différentes adaptations dont le présent document retrace les effets sur la répartition 2018. Les 1276 communes de la région Île-de-France sont concernées par ce dispositif.

I. – L'ALIMENTATION DU FSRIF

A. – MODALITÉS DE CALCUL DU PRÉLÈVEMENT INITIAL PRÉVU À L'ARTICLE L. 2531-13 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Sont contributrices au fonds toutes les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région. Le prélèvement est calculé pour atteindre chaque année le montant fixé par la loi. Un système de plafonnements est mis en place afin d'assurer une certaine stabilité d'une année sur l'autre dans le montant des prélèvements des communes.

1. La détermination des communes contributrices

Sont contributrices au fonds toutes les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région :

$$pfi > PFI$$

Avec :

- pfi : potentiel financier par habitant de la commune en 2018 ;
- PFI : potentiel financier moyen par habitant des communes de la région Île-de-France en 2018.

Le potentiel financier moyen par habitant des communes de la région Île-de-France est de 1505,06 € en 2018 contre 1 518,77 € en 2017.

En vertu de ces dispositions, 140 communes sont potentiellement contributrices au FSRIF en 2018.

2. La détermination de la contribution des communes

a) L'assiette du prélèvement

La loi de finances pour 2014 a introduit un critère de charges dans le calcul du prélèvement jusqu'alors fondé uniquement sur le potentiel financier par habitant. Le montant du prélèvement dépend de la population DGF¹ 2018 de la commune et d'un indice synthétique élevé au carré. Cet indice est composé pour 20 % de l'écart relatif du revenu par habitant de la commune par rapport à 50 % de la moyenne régionale et pour 80 % de l'écart relatif du potentiel financier par habitant de la commune par rapport à la moyenne régionale.

b) Le montant du prélèvement

La contribution pour le FSRIF est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Contribution spontanée} = \text{indice synthétique}^2 * \text{pop DGF 2018} * \text{valeur de point}$$

La valeur de point correspond au rapport entre la masse à prélever et la somme du nombre de points de chaque commune. Elle s'élève à 192,978761 en 2018.

Le nombre de points de chaque commune correspond au produit de son indice synthétique élevé au carré et de sa population.

3. Les mécanismes de plafonnement et d'abattement applicables à cette contribution

Si une commune est éligible à plusieurs des mécanismes décrits ci-après, est retenu celui dont l'application aboutit au montant de prélèvement le plus bas pour elle.

a) Plafonnement de la contribution à 11% des dépenses réelles de fonctionnement

Le prélèvement ne peut excéder 11 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constaté dans le compte de gestion afférent au pénultième exercice (compte de gestion 2016 pour le FSRIF 2018).

Pour le calcul de cette garantie et en application de l'article L.2531-13 du code général des collectivités territoriales, les dépenses réelles de fonctionnement s'entendent de l'ensemble des charges nettes de l'exercice entraînant des mouvements réels au sein la section de fonctionnement du budget général de la commune et constatées dans les comptes de charges. Elles sont majorées des montants comptabilisés dans les comptes retraçant les atténuations de produits et minorées :

- de la variation des stocks de matières premières (et fournitures);
- de la production immobilisée;
- des dotations aux amortissements et provisions;
- du prélèvement opéré au titre de l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation;
- des contributions au Fonds national de garantie individuelle des ressources institué au point 2-1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010;
- de la contribution au fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France mentionné à l'article L.2531-12;
- de la contribution au Fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales mentionné à l'article L.2336-1;
- et, pour les communes membres de la métropole du Grand Paris, de la contribution au fonds de compensation des charges territoriales institué au XI de l'article L. 5219-5. Cette minoration a été introduite par l'article 163 de la loi de finances pour 2018.

En 2018, 22 communes sont effectivement concernées et voient ainsi leur contribution plafonnée à hauteur de 11 % des dépenses réelles de fonctionnement afférentes à l'exercice 2016.

b) Annulation de la contribution au FSRIF 2018 pour les 150 premières communes de 10000 habitants et plus éligibles à la DSU en 2017

Les communes de 10000 habitants et plus classées parmi les 150 premières communes éligibles à la DSU en 2017 bénéficient d'une exonération de leur contribution au FSRIF en 2018. 5 communes sont concernées en 2018.

c) Garantie des communes nouvellement contributrices au FSRIF

Les communes nouvellement contributrices au fonds en 2018 bénéficient d'un abattement de 50 % de leur contribution. 5 communes sont effectivement concernées par cet abattement en 2018.

¹ La population « DGF » correspond à la population légale authentifiée par l'INSEE majorée d'un habitant par résidence secondaire et d'un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil conventionnée.

d) Plafonnement du prélèvement en cas de hausse supérieure de 25 %
au montant prélevé l'année précédente

Les communes dont la contribution spontanée est supérieure à 125 % du montant prélevé en 2017 bénéficient d'un abattement de 50 % sur la différence entre le prélèvement spontané et le prélèvement 2017 majoré de 25 %. En 2018, 44 communes sont effectivement concernées par cet abattement créé en loi de finances pour 2014.

e) Plafonnement de la hausse de la contribution d'une commune à 50 %
de la hausse des ressources du fonds en valeur

La hausse du prélèvement d'une commune par rapport au montant 2017 ne peut excéder 50 % de la hausse des ressources du fonds, soit 10 millions d'euros en 2018. Ce plafond concerne une commune en 2018.

4. Le plafonnement croisé des contributions au FSRIF et au FPIC

Le dispositif du FSRIF est articulé de deux manières au FPIC dans une logique de plafonnement conjoint des contributions à ces fonds de péréquation.

D'une part, la somme des prélèvements FSRIF de l'année précédente et FPIC de l'année ne peut excéder 13,5 % des ressources fiscales². Ce seuil a été modifié par l'article 163 de la loi de finances pour 2018 (il était de 13 % auparavant). En 2018, une commune et un ensemble intercommunal francilien sont concernés par ce mécanisme. Il convient cependant de noter que ce mécanisme vient minorer la contribution des ensembles intercommunaux concernés au titre du FPIC et non celle des communes au titre du FSRIF, afin de préserver l'alimentation du mécanisme de solidarité francilien.

D'autre part, le prélèvement dû au titre du FPIC par une commune membre d'un EPCI qui serait par ailleurs contributrice l'année précédente au FSRIF est minoré du montant de la contribution au titre du FSRIF. Les sommes ainsi minorées sont acquittées par le groupement en lieu et place de ses communes. Les communes membres de la métropole du Grand Paris ne bénéficient pas de ce mécanisme en 2018. 96 communes sont concernées par ce mécanisme de minoration. Pour 47 d'entre elles, l'application de ce mécanisme conduit même à une annulation de leur contribution de droit commun et à un report total de cette contribution au niveau de l'EPCI.

5. Les modalités de prélèvement de la contribution des communes

En tant qu'ordonnateur des recettes du fonds, il appartient au préfet de la région d'Île-de-France de notifier le montant du prélèvement à chacune des communes contributrices et donc de prendre un arrêté en débit visant le compte n° 401300000 « Fournisseurs-avances de FDL » en précisant la mention « non interfacé ».

Le prélèvement fait l'objet d'une retenue à la source sur les recettes fiscales de ces communes : il est imputé sur les attributions versées mensuellement aux communes contributrices en application de l'article L.2332-2 du code général des collectivités territoriales.

B. – MONTANT TOTAL DU PRÉLÈVEMENT

Le montant total des contributions des communes au titre du FSRIF s'élève en 2018 à 330 000 000 €.

II. – LA RÉPARTITION DU FSRIF

A. – DÉTERMINATION DES COMMUNES ÉLIGIBLES SELON L'ARTICLE L. 2531-14 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Sont éligibles au reversement les communes de la région Île-de-France dont la population DGF au 1^{er} janvier 2018 est supérieure à 5 000 habitants et dont la valeur de l'indice synthétique (IS) est supérieure à l'IS médian de l'ensemble des communes d'Île-de-France.

La définition de l'indice synthétique s'appuie sur trois critères mis en œuvre sous la forme de ratios pondérés :

- le rapport entre le potentiel financier moyen par habitant régional et celui de la commune, pour 50% de l'indice;
- le rapport entre la proportion de logements sociaux³ dans le total des logements de la commune et la proportion moyenne régionale des communes de plus de 5 000 habitants, pour 25%;
- le rapport entre le revenu moyen par habitant régional et le revenu par habitant de la commune, pour 25%.

² Ce seuil est mesuré au niveau de l'ensemble intercommunal ou de la commune isolée, mais ne s'applique pas individuellement aux communes membres d'un EPCI.

³ L'article L.2334-17 du CGCT définissant les types de logements pris en compte dans le recensement effectué par le ministère de l'intérieur a été modifié en loi de finances pour 2018. Y est désormais intégré l'ensemble des logements inclus dans le périmètre d'une opération de requalification des copropriétés dégradées reconnue d'intérêt national (ORCOD-IN) par un décret en Conseil d'État et non déjà recensés par ailleurs.

Afin de concentrer le bénéfice des attributions au titre du fonds sur les communes les plus en difficulté, un coefficient multiplicateur (allant de 4 à 0,5) est calculé en fonction du rang de la commune, déterminé à partir du classement par ordre décroissant de valeur des indices synthétiques des communes éligibles au reversement.

B. – CALCUL DES ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES DES COMMUNES

1. La masse à répartir entre les communes éligibles

La masse à répartir entre les communes éligibles est égale au montant de la masse à prélever évoquée précédemment, soit 330 000 000 €, diminuée des montants attribués au titre de la garantie de sortie des éventuelles communes devenant inéligibles en 2018.

183 communes sont éligibles en 2018 (contre 174 en 2017 et 173 en 2016). Aucune commune ne perd son éligibilité cette année.

2. Les conditions de répartition

Le montant de l'attribution perçue par les communes éligibles au reversement du fonds de solidarité est égal au produit de leur population DGF 2018, de la valeur de leur indice synthétique, de la valeur de point et du coefficient multiplicateur relatif au classement de la commune :

| |
|--|
| $\text{Attribution spontanée} = \text{pop DGF} \times \text{indice synthétique} \times \text{coefficient multiplicateur} \times \text{VP}$ |
|--|

La valeur de point correspond au rapport entre la masse à reverser et la somme du nombre de points des communes éligibles. Elle s'élève à 19,10119343 en 2018.

Le nombre de points d'une commune correspond au produit de l'indice synthétique de reversement, de la population DGF 2018 et du coefficient multiplicateur associé à l'indice synthétique de reversement.

3. Les garanties de reversement minimum

a) Garantie de baisse limitée du reversement des communes éligibles ayant perçu une attribution en 2011

Une commune éligible au reversement au titre du FSRIF en 2018 et qui bénéficiait déjà d'un reversement en 2011 ne peut voir son attribution diminuer de plus de 10 % par rapport à 2011. Ce mécanisme concerne 21 communes en 2018.

b) Garantie de sortie des communes perdant leur éligibilité au reversement en 2018

Toute commune qui devient inéligible en 2018 perçoit 50 % de son attribution 2017. En 2018, aucune commune n'est concernée par ce dispositif.

C. – LE CALCUL DU SOLDE

Une commune peut être à la fois contributrice et bénéficiaire. À ce titre, 6 communes sont à la fois contributrices et bénéficiaires en 2018. Elles sont toutes bénéficiaires nettes *in fine*.

D. – LES MODALITÉS DE NOTIFICATION ET DE VERSEMENT

Il appartient au préfet de la région d'Île-de-France de procéder à la répartition du FSRIF en prenant des arrêtés de versement visant le compte n° 4651300000 – code CDR COL 3401000 « Fonds solidarité des communes de la région Île-de-France », ouvert dans les écritures de la direction régionale des finances publiques, en précisant la mention « interfacée ».

J'attire également votre attention sur la circulaire interministérielle du 21 novembre 2006 relative aux versements des dotations de l'État, qui prévoit que les collectivités doivent désormais être informées de la date à laquelle s'effectuera le versement de la dotation sur leur compte à la direction départementale des finances publiques, dans la lettre leur notifiant leur attribution. Le FSRIF est en effet concerné par les dispositions relatives aux dotations non mensualisées, pour lesquelles il vous appartient de fixer la date de versement, en accord avec les services de la DRFIP. Le FSRIF fait l'objet de deux versements par moitié, l'un avant le 31 juillet et l'autre avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Je vous signale, en outre, qu'en vertu des dispositions de l'article R.421-5 du code de la justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément indiqués lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification annexée à la présente note d'information (annexe 6).

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire ou contributrice que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle que, les attributions au titre du FSRIF étant des décisions à caractère financier, le silence gardé par l'administration sur la demande d'une collectivité vaut rejet (article L. 231-4 du code des relations entre le public et l'administration).

Toute difficulté dans l'application de la présente note d'information devra être signalée à :

Direction générale des collectivités locales
Sous-direction des finances locales et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'État
M. Alexandre BARBIER
Tél. : 01.49.27.34.92
alexandre.barbier@interieur.gouv.fr

Je vous remercie pour votre collaboration.

Fait le 11 juin 2018.

Pour le ministre d'État et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
B. DELSOL

ANNEXE 1

CALCUL DES POTENTIELS FISCAL ET FINANCIER 2018

I. – RAPPEL DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES PAR LES LOIS DE FINANCES
AU CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET FINANCIER

La loi de finances pour 2010 a prévu dans son dispositif la suppression de la taxe professionnelle. Cette suppression n'a pas été sans conséquences pour les dotations de l'État versées aux collectivités territoriales, dans la mesure où la taxe professionnelle était prise en compte dans le calcul du potentiel fiscal des collectivités afin de déterminer l'éligibilité à une dotation et le montant versé.

La loi de finances pour 2012 a intégré la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par un nouveau panier de ressources fiscales dans le calcul du potentiel financier des communes. Ainsi, depuis 2012, les modalités de calcul des potentiels fiscal et financier sont sensiblement différentes de celles appliquées les années antérieures. Néanmoins, la logique du calcul des potentiels fiscal et financier reste la même, à savoir prendre en compte, pour une commune donnée, l'ensemble de la richesse perçue sur son territoire, en particulier celle tirée de son appartenance à un EPCI.

La loi de finances pour 2013 a supprimé la prise en compte des transferts de produits fiscaux pris en application de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 dans les potentiels fiscal et financier des communes.

La loi de finances pour 2015 a précisé que la contribution au redressement des finances publiques est prise en compte dans le calcul du potentiel financier des communes : le potentiel financier est minoré de la contribution au redressement des finances publiques mentionnée à l'article L. 2334-7-3 du CGCT au titre de l'année précédente.

Enfin, afin de prendre en compte les nouvelles modalités de calcul de la dotation forfaitaire depuis l'exercice 2015, la loi de finances pour 2016 a précisé que la part compensation (part CPS et part DCTP) prise en compte à la fois dans le calcul du potentiel fiscal et du potentiel financier est indexée sur le taux d'évolution de la dotation forfaitaire de la commune l'année précédant la répartition. Par ailleurs, elle précise que les prélèvements sur fiscalité venant minorer le potentiel financier sont ceux mentionnés à la seconde phrase du troisième alinéa du III de l'article L. 2334-7 subit l'année précédente.

Pour les communes membres de la Métropole du Grand Paris (MGP), l'article 139 de la loi de finances pour 2017, codifié à l'article L. 5219-8 du CGCT, prévoit que : « Par dérogation, pour l'application de l'article L. 2334-4 du CGCT, les établissements publics territoriaux définis à l'article L. 5219-2 du CGCT constituent les groupements des communes membres de la Métropole du Grand Paris. Les établissements publics territoriaux sont considérés comme des groupements à fiscalité propre faisant application du régime fiscal défini aux articles 1609 *nonies* C ou 1609 *quinquies* C du code général des impôts. Pour l'application de la différence mentionnée au 2 du II de l'article L. 2334-4 du présent code, les bases intercommunales retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions intercommunales de la Métropole du Grand Paris et des établissements publics territoriaux. Les produits retenus sont les produits bruts de la dernière année dont les résultats sont connus et perçus par la Métropole du Grand Paris et les établissements publics territoriaux. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de territorialisation des ressources ». Ainsi, dans le cadre du calcul du potentiel financier des communes de la MGP, les établissements publics territoriaux (EPT) sont les EPCI d'appartenance et sont considérés comme des EPCI à FPU : leur potentiel financier est donc calculé selon les dispositions prévues pour les communes membres d'un EPCI à FPU.

La loi de finances pour 2018 ne modifie pas le calcul du potentiel fiscal et financier pour l'année 2018. Néanmoins, l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2016 a ouvert la possibilité d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en investissement. Ces attributions de compensation ont été prises en compte dans le calcul du potentiel fiscal et financier des communes pour 2018 dans la mesure où l'article L. 2334-4 du CGCT prévoit que les attributions de compensation prises en compte dans le calcul du potentiel fiscal et financier des communes sont « celles définies au V de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, ainsi qu'aux 3 et 4 du III de l'article 1609 *quinquies* C du même code » et l'article R. 2334-2 du CGCT précise que ces attributions de compensation sont « celles constatées au 15 février de l'année de répartition au compte prévu pour l'imputation des attributions de compensation dans les comptes de gestion des communes au titre de l'année précédant la répartition ». Cet article vise, pour la DGF 2018, les attributions de compensation imputées aux comptes 73211 (731211 en M57) et 739211 (ou 7391211 en M57) en 2017, la création des comptes dédiés pour les attributions de compensation d'investissement intervenant au 1^{er} janvier 2018.

II. – DÉTAIL DU CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET FINANCIER 2018

Le périmètre intercommunal et le régime fiscal de l'EPCI pris en compte pour le calcul du potentiel fiscal et financier 2018 sont ceux connus au 1^{er} janvier 2017. En effet, les données utilisées pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes sont principalement des données relatives à l'année 2017 : les bases, les produits ou les taux retenus pour le calcul de ces indicateurs sont issus du REI 2017, c'est-à-dire les données fiscales de l'année 2017, et sont transmises par la direction générale des finances publiques (DGFIP).

Ces données sont disponibles sur le site internet de la DGFIP.

Les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2017 (du fait de fusions d'EPCI ou de passage à fiscalité professionnelle unique) ont donc produit leurs effets sur le potentiel fiscal et financier 2018 des communes, ce qui a pu avoir des conséquences sur le montant des dotations de péréquation 2018.

En effet, le potentiel financier d'une commune mesure l'ensemble de la richesse « potentielle » d'une commune sur son territoire, c'est-à-dire la richesse perçue par la commune et la richesse tirée de son appartenance à un EPCI. Le calcul du potentiel financier des communes membres d'un EPCI à FPU reflète ainsi la logique d'intégration et de solidarité intercommunale et territoriale.

L'article L. 2334-4 du CGCT prévoit donc que le potentiel fiscal d'une commune est déterminé par l'application aux bases communales des quatre taxes directes locales du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes. Pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB), la taxe d'habitation (TH) et la cotisation foncière des entreprises (CFE), les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales. Les taux moyens nationaux sont ceux constatés lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

Le potentiel fiscal est également majoré des produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER), de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), des produits de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB), des montants perçus au titre de la redevance des mines, des montants perçus des prélèvements communaux opérés sur les produits des jeux des casinos, des montants perçus au titre de la surtaxe eaux minérales, de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), du reversement dont bénéficie la commune au titre du fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR), ou du prélèvement subi par la commune au titre du même fonds. Dans le dernier cas, le montant vient minorer le potentiel fiscal de la commune.

Pour toutes les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre, le potentiel fiscal est majoré de la dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI, du reversement dont bénéficie l'EPCI au titre du fonds national de garantie individuelle de ressources ou du prélèvement subi par l'EPCI au titre du même fonds. Dans le dernier cas, le montant vient minorer le produit des compensations perçues par l'EPCI. La somme de ces montants est ventilée à la commune en fonction de la part de sa population DGF 2018 dans la population DGF 2018 de l'EPCI (sur son périmètre communal au 1^{er} janvier 2017).

Pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, les produits perçus par le groupement ne sont pas ventilés. Les produits intercommunaux correspondent aux produits perçus par l'EPCI sur le territoire de la commune et sont directement imputés dans le potentiel fiscal de la commune. Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du CGI, ce mode de calcul s'applique uniquement aux produits perçus par l'EPCI en dehors de la zone d'activité économique et/ou de la zone éolienne.

Pour les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C ou de l'article 1609 *quinquies* C du CGI, le potentiel fiscal est majoré de l'attribution de compensation perçue par la commune. Si cette attribution est négative, celle-ci vient alors minorer le potentiel fiscal de la commune.

Pour ces mêmes communes, le potentiel fiscal est majoré des produits perçus par l'EPCI, ventilés en fonction de la part de sa population DGF 2018 dans la population DGF 2018 de l'EPCI (sur son périmètre communal au 1^{er} janvier 2017). Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du CGI, ces produits correspondent uniquement aux produits perçus par l'EPCI sur la zone d'activité économique et/ou la zone éolienne. Pour les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C du CGI, ces produits comprennent, en plus des produits mentionnés aux troisième et quatrième paragraphes, les bases brutes de taxe d'habitation sur le territoire de l'EPCI valorisées du taux moyen national à la taxe d'habitation spécifique pour les EPCI à fiscalité professionnelle unique. Concernant la taxe d'habitation, les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C du CGI se voient appliquer un taux moyen national spécifique afin de tenir compte de la redescende de la part départementale de taxe d'habitation à l'EPCI.

Le potentiel fiscal de la commune est par ailleurs majoré du montant de la part de la dotation forfaitaire définie au 3^o du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexé, à compter de 2014, sur le taux d'évolution de la dotation forfaitaire de la commune l'année précédant la répartition hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2^o *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

Le potentiel financier 2018 de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors montants 2014 des compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP, indexés sur le taux d'évolution 2015/2014 de la dotation forfaitaire de la commune et sur le taux d'évolution 2016/2015 et 2017/2016 de la dotation forfaitaire de la commune) perçue l'année précédente, et minorée des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune suite au calcul de la dotation forfaitaire 2017, ainsi que minorée du montant de la contribution au redressement des finances publiques tel que calculé l'année précédente.

Pour toutes les communes :

Potentiel fiscal par habitant 2018 = potentiel fiscal 2018/population DGF 2018

Potentiel financier par habitant 2018 = potentiel financier 2018/population DGF 2018

L'ensemble des données nécessaires au calcul du potentiel fiscal et au calcul du potentiel financier figurent sur les fiches DGF 2018 et seront prochainement disponibles en ligne.

1. Potentiels fiscal et financier 2018 des communes isolées :

| Nature de l'imposition / compensation / produit | Taux nationaux | moyens | Sous-totaux |
|--|----------------|----------|--|
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties | X | 0,209997 | = (a) |
| | | | + |
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties | X | 0,494194 | = (b) |
| | | | + |
| Bases brutes de taxe d'habitation | X | 0,244676 | = (c) |
| | | | + |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) | | | = (d) |
| | | | = |
| Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (d) | | | = (e) |

| | | | |
|---|---|----------|--|
| Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) | X | 0,262917 | = (f) |
| | | | + |
| Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | | | = (g) |
| | | | + |
| Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) | | | = (h) |
| | | | + |
| Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) | | | = (i) |
| | | | + |
| Montant de redevance des mines (CA 2016) | | | = (j) |
| | | | + |
| Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux | | | = (k) |
| | | | + |
| Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales | | | = (l) |
| | | | + |
| Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | = | | (m) |
| | | | + |
| Montant perçu au titre du FNGIR | = | | (n) |
| | | | - |

| | | | |
|---|---|----------------------|-----|
| Montant prélevé au titre du FNGIR | = | <input type="text"/> | (o) |
| | | + | |
| Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire (hors la compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI) | = | <input type="text"/> | (p) |
| Potentiel fiscal 4 taxes = Total des lignes (e) + (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) - (o) + (p) | = | <input type="text"/> | (q) |

| | | | |
|---|---|----------------------|-----|
| Dotation forfaitaire notifiée 2017 | = | <input type="text"/> | (r) |
| | | - | |
| Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2017 | = | <input type="text"/> | (s) |
| | | - | |
| Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | <input type="text"/> | (t) |
| | | - | |
| Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | <input type="text"/> | (u) |
| | | - | |
| Prélèvements sur fiscalité 2017 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT | = | <input type="text"/> | (v) |
| | | - | |
| Dotation de consolidation 2016 et 2017 pour les communes nouvelles | = | <input type="text"/> | (w) |
| | | + | |
| Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2017 au redressement des finances publiques du département de Paris | = | <input type="text"/> | (x) |
| | | - | |
| Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris | = | <input type="text"/> | (y) |
| | | = | |
| Potentiel financier = (q) + (r) - (s) - (t) - (u) - (v) - (w) + (x) - (y) | = | <input type="text"/> | (z) |

2. Potentiels fiscal et financier 2018 des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA) :

| Nature de l'imposition / compensation / produit | Taux moyens nationaux | Sous-totaux |
|---|---|--|
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties | X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,209997"/> | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (a) |
| | | + |
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties | X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,494194"/> | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (b) |
| | | + |
| Bases brutes de taxe d'habitation | X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,244676"/> | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (c) |
| | | + |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (d) |
| | | + |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (e) |
| | | = |
| Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (d) + (e) | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (f) |

| | | |
|---|---|--|
| Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) | X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,262917"/> | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (g) |
| | | + |
| Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (h) |
| | | + |
| Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (i) |
| | | + |
| Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (j) |
| | | + |
| Montant de redevance des mines (CA 2016) | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (k) |
| | | + |
| Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (l) |
| | | + |
| Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (m) |
| | | + |
| Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (n) |
| | | + |
| Montant perçu au titre du FNGIR | | = <input style="width: 100px;" type="text"/> (o) |

| | | | |
|---|---|----------------------|-------------|
| Dotation forfaitaire notifiée 2017 | = | <input type="text"/> | (ad) |
| | | - | |
| Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2017 | = | <input type="text"/> | (ae) |
| | | - | |
| Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | <input type="text"/> | (af) |
| | | - | |
| Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | <input type="text"/> | (ag) |
| | | - | |
| Prélèvements sur fiscalité 2017 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT | = | <input type="text"/> | (ah) |
| | | - | |
| Dotation de consolidation 2016 et 2017 pour les communes nouvelles | = | <input type="text"/> | (ai) |
| | | + | |
| Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2017 au redressement des finances publiques du département de Paris | = | <input type="text"/> | (aj) |
| | | - | |
| Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris | = | <input type="text"/> | (ak) |
| | | = | |
| Potentiel financier = (ac) + (ad) - (ae) - (af) - (ag) - (ah) - (ai) + (aj) - (ak) | = | <input type="text"/> | (al) |

3. Potentiels fiscal et financier 2018 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle de zone (FPZ) :

| Nature de l'imposition / compensation / produit | Taux moyens nationaux | Sous-totaux |
|---|-----------------------|----------------------------|
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties | X 0,209997 | = <input type="text"/> (a) |
| | | + |
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties | X 0,494194 | = <input type="text"/> (b) |
| | | + |
| Bases brutes de taxe d'habitation | X 0,244676 | = <input type="text"/> (c) |
| | | + |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune | | = <input type="text"/> (d) |
| | | + |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune | | = <input type="text"/> (e) |
| | | = |
| Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (d) + (e) | | = <input type="text"/> (f) |

| | | |
|---|------------|----------------------------|
| Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) hors ZAE | X 0,262917 | = <input type="text"/> (g) |
| | | + |
| Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune | | = <input type="text"/> (h) |
| | | + |
| Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune (hors et sur ZAE) | | = <input type="text"/> (i) |
| | | + |
| Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune | | = <input type="text"/> (j) |
| | | + |
| Montant de redevance des mines (CA 2016) | | = <input type="text"/> (k) |
| | | + |
| Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux | | = <input type="text"/> (l) |
| | | + |
| Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales | | = <input type="text"/> (m) |
| | | + |
| Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | | = <input type="text"/> (n) |
| | | + |

| | | | |
|---|---|----------------------|-----|
| Montant perçu au titre du FNGIR | = | <input type="text"/> | (o) |
| | | - | |
| Montant prélevé au titre du FNGIR | = | <input type="text"/> | (p) |
| | | + | |
| Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire (hors la compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI) | = | <input type="text"/> | (q) |
| | | + | |
| Attribution de compensation (y compris pour nuisances environnementales) perçue par la commune | = | <input type="text"/> | (r) |
| | | + | |
| Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE | = | <input type="text"/> | (s) |
| | | + | |
| Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE | = | <input type="text"/> | (t) |
| | | + | |
| Montant de TASCOT perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE | = | <input type="text"/> | (u) |

| | | | | | |
|---|---|---|---|----------------------|------|
| Sommes des bases brutes de CFE sur ZAE ou zone X éolienne des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2017 | X | <input type="text" value="0,262917"/> | = | <input type="text"/> | (v) |
| | | | | + | |
| Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur ZAE | | | | <input type="text"/> | (w) |
| | | | | + | |
| Montant des IFER perçu par l'EPCI sur ZAE ou zone éolienne | | | | <input type="text"/> | (x) |
| | | | | + | |
| Montant de TASCOT perçu par l'EPCI sur ZAE | | | | <input type="text"/> | (y) |
| | | | | + | |
| Dotation de compensation correspondant à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI en 2017 (minorée des prélèvements sur fiscalité TASCOT 2017) | | | | <input type="text"/> | (z) |
| | | | | - | |
| Somme des attributions de compensation (y compris pour nuisances environnementales) perçues ou versées par l'EPCI à ses communes membres | | | | <input type="text"/> | (aa) |
| | | | | + | |
| Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI | | | | <input type="text"/> | (ab) |
| | | | | + | |
| Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR | | | | <input type="text"/> | (ac) |
| | | | | - | |
| Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR | | | | <input type="text"/> | (ad) |
| | | | | + | |
| Montant de la taxe sur les jeux EPCI | | | | <input type="text"/> | (ae) |
| | | | | = | |
| Produits EPCI pris en compte (ae) | = | (v) + (w) + (x) + (y) + (z) - (aa) + (ab) + (ac) - (ad) + | | <input type="text"/> | (af) |

| | | | |
|---|---|-----------------------------------|------|
| Population DGF 2018 de la commune | = | $\frac{x}{}$ | (ag) |
| Somme des populations DGF 2018 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2017 | = | $\frac{}{}$ | (ah) |
| Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (af) x [(ag) / (ah)] | = | $\frac{}{}$ | (ai) |

| | | | |
|---|---|-----------------------------------|------|
| Potentiel fiscal 4 taxes = Total des lignes (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) - (p) + (q) + (r) + (s) + (t) + (u) + (ai) | = | $\frac{}{}$ | (aj) |
|---|---|-----------------------------------|------|

| | | | |
|---|---|-----------------------------------|------|
| Dotations forfaitaires notifiées 2017 | = | $\frac{}{}$ | (ak) |
| Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2017 | = | $\frac{}{}$ | (al) |
| Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3 ^o du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | $\frac{}{}$ | (am) |
| Part DCTP 2014 (compensation du 2 ^o bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3 ^o du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | $\frac{}{}$ | (an) |
| Prélèvements sur fiscalité 2017 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT | = | $\frac{}{}$ | (ao) |
| Dotations de consolidation 2016 et 2017 pour les communes nouvelles | = | $\frac{}{}$ | (ap) |
| Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2017 au redressement des finances publiques du département de Paris | = | $\frac{}{}$ | (aq) |
| | = | $\frac{}{}$ | |

Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris

Potentiel financier = $(aj) + (ak) - (al) - (am) - (an) - (ao) - (ap) + (aq) - (ar)$

= (ar)
=
= (as)

4. Potentiels fiscal et financier 2018 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) :

| Nature de l'imposition / compensation / produit | Taux moyens nationaux | Sous-totaux |
|--|---|----------------------------|
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties | X <input type="text" value="0,209997"/> | = <input type="text"/> (a) |
| | | + |
| Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties | X <input type="text" value="0,494194"/> | = <input type="text"/> (b) |
| | | + |
| Bases brutes de taxe d'habitation | X <input type="text" value="0,167576"/> | = <input type="text"/> (c) |
| | <i>(taux moyen des communes FPU)</i> | |
| Somme des bases brutes de taxe d'habitation des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2017 | X <input type="text" value="0,092556"/> | = <input type="text"/> (d) |
| | <i>(taux moyen des EPCI FPU)</i> | + |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI | | = <input type="text"/> (e) |
| | | = |
| Produits EPCI pris en compte : total des lignes (d) + (e) | | <input type="text"/> (f) |
| | | x |
| Population DGF 2018 de la commune | | = <input type="text"/> (g) |
| | | / |
| Somme des populations DGF 2018 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2017 | | = <input type="text"/> (h) |
| | | = |
| Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (f) x [(g) / (h)] | | <input type="text"/> (i) |
| Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (i) | | <input type="text"/> (j) |

| | | |
|---|---|--------------------------|
| Montant de redevance des mines (CA 2016) | = | <input type="text"/> (k) |
| | | + |
| Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux | = | <input type="text"/> (l) |
| | | + |
| Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales | = | <input type="text"/> (m) |
| | | + |
| Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | = | <input type="text"/> (n) |

| | | | | |
|---|---|---|----------------------|-----|
| Montant perçu au titre du FNGIR | = | + | <input type="text"/> | (o) |
| Montant prélevé au titre du FNGIR | = | - | <input type="text"/> | (p) |
| Attribution de compensation perçue par la commune | = | + | <input type="text"/> | (q) |

| | | | | | |
|---|---|---------------------------------------|---|----------------------|------|
| Sommes des bases brutes de CFE des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2017 | X | <input type="text" value="0,262917"/> | = | <input type="text"/> | (r) |
| Montant de CVAE perçu par l'EPCI | | | + | <input type="text"/> | (s) |
| Montant des IFER perçu par l'EPCI | | | + | <input type="text"/> | (t) |
| Montant de TASCOM perçu par l'EPCI | | | + | <input type="text"/> | (u) |
| Dotation de compensation correspondant à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI en 2017 (minorée des prélèvements sur fiscalité TASCOM 2017) | | | + | <input type="text"/> | (v) |
| Somme des attributions de compensation perçues ou versées par l'EPCI à ses communes membres | | | - | <input type="text"/> | (w) |
| Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI | = | | + | <input type="text"/> | (x) |
| Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR | = | | + | <input type="text"/> | (y) |
| Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR | = | | - | <input type="text"/> | (z) |
| Taxe sur les jeux EPCI | = | | + | <input type="text"/> | (aa) |
| Produits EPCI pris en compte = (r) + (s) + (t) + (u) + (v) - (w) + (x) + (y) - (z) + (aa) | = | | = | <input type="text"/> | (ab) |
| Population DGF 2018 de la commune | = | | x | <input type="text"/> | (ac) |
| Somme des populations DGF 2018 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2017 | = | | / | <input type="text"/> | (ad) |
| Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (ab) x [(ac) / (ad)] | = | | = | <input type="text"/> | (ae) |

| | | | | |
|---|---|---|----------------------|------|
| <p>Potentiel fiscal 4 taxes</p> <p>Total des lignes (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) - (p) + (q) + (ae)</p> | = | = | <input type="text"/> | (af) |
| Dotation forfaitaire notifiée 2017 | = | | <input type="text"/> | (ag) |
| Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2017 | = | - | <input type="text"/> | (ah) |
| Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | - | <input type="text"/> | (ai) |
| Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 et 2017/2016 de la forfaitaire | = | - | <input type="text"/> | (aj) |
| Prélèvements sur fiscalité 2017 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT | = | - | <input type="text"/> | (ak) |
| Dotation de consolidation 2016 et 2017 pour les communes nouvelles | = | - | <input type="text"/> | (al) |
| Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2017 au redressement des finances publiques du département de Paris | = | + | <input type="text"/> | (am) |
| Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris | = | - | <input type="text"/> | (an) |
| Potentiel financier = (af) + (ag) - (ah) - (ai) - (aj) - (ak) - (al) + (am) - (an) | = | = | <input type="text"/> | (ao) |

ANNEXE 2

ÉLIGIBILITÉ ET DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS AU FONDS DE SOLIDARITÉ
DES COMMUNES DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE POUR 2018

Calcul de l'indice synthétique de prélèvement

| | | |
|---|-----------------------|-----|
| Potentiel financier par habitant de la commune (en euros) | ..... |  |
| - potentiel financier par habitant de l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France (en euros) | - 1 505,063168 | |
| = sous-total | ..... |  |
| ÷ Potentiel financier par habitant de l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France (en euros) | : 1 505,063168 | |
| x pondération dans l'indice | x 0,80 | |
| = part, dans l'indice, du potentiel financier | ..... | (a) |
| Revenu moyen par habitant de la commune (en euros) | ..... |  |
| - 0,5 x revenu moyen par habitant constaté dans l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France (en euros) | - 0,5 x 18 638,704579 | |
| = sous-total | ..... |  |
| ÷ 0,5 x revenu moyen par habitant constaté dans l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France (en euros) | : 0,5 x 18 638,704579 | |
| x pondération dans l'indice | x 0,20 | |
| = part, dans l'indice, du revenu | ..... | (b) |
| Valeur de l'indice I = a + b | ..... |  |

Rappel : Sont potentiellement contributrices au FSRIF les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes de la région Île-de-France, soit 1 505,063168 € en 2018.

ANNEXE 3

ÉLIGIBILITÉ ET DÉTERMINATION DES ATTRIBUTIONS DU FONDS DE SOLIDARITÉ
DES COMMUNES DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE POUR 2018

Calcul de l'indice synthétique de reversement

| | | |
|---|---------------|-----------|
| Potentiel financier par habitant de l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France (en euros) | 1 505,063168 | |
| ÷ potentiel financier par habitant de la commune (en euros) | : | ..... |
| = sous total | : | ..... |
| x pondération dans l'indice | x | 0,50 |
| = part, dans l'indice, du potentiel financier | : | (a) |
| Nombre de logements sociaux de la commune | : | ..... |
| ÷ nombre de logements de la commune | : | ..... |
| = part relative des logements sociaux de la commune | : | ..... |
| ÷ part des logements sociaux dans les communes de plus de 5000 habitants de la région d'Ile-de-France | : | 0,261238 |
| x pondération retenue pour les logements sociaux | x | 0,25 |
| = part, dans l'indice, des logements sociaux | : | (b) |
| Revenu moyen par habitant constaté dans l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France (en euros) | 18 638,704579 | |
| ÷ revenu moyen par habitant de la commune (en euros) | : | ..... |
| x pondération dans l'indice | x | 0,25 |
| = part, dans l'indice, du revenu | : | (c) |
| Valeur de l'indice $I = a + b + c$ | : | ..... |

Les communes éligibles au reversement sont celles comptant plus de 5000 habitants et dont la valeur d'indice est supérieure à l'indice médian, soit 1,161695.

ANNEXE 4

LISTE DES COMMUNES CONTRIBUTRICES AU FSRIF EN 2018

| Code INSEE | Nom de la commune | CONTRIBUTION FINALE 2018 |
|------------|----------------------------|--------------------------|
| 75056 | PARIS | 181 370 387 |
| 77016 | BAGNEAUX-SUR-LOING | 23 262 |
| 77018 | BAILLY-ROMAINVILLIERS | 93 360 |
| 77022 | BARBIZON | 58 167 |
| 77059 | BUSSY-SAINT-MARTIN | 10 093 |
| 77104 | CHATRES | 326 779 |
| 77111 | CHESSY | 510 998 |
| 77123 | COMPANS | 403 856 |
| 77132 | COUPVRAY | 389 243 |
| 77146 | CROISSY-BEAUBOURG | 174 221 |
| 77204 | GERMIGNY-SOUS-COULOMBS | 6 905 |
| 77268 | MAGNY-LE-HONGRE | 127 517 |
| 77282 | MAUREGARD | 173 361 |
| 77291 | MESNIL-AMELOT | 515 613 |
| 77294 | MITRY-MORY | 297 576 |
| 77306 | MONTEREAU-SUR-LE-JARD | 65 421 |
| 77368 | POIGNY | 979 |
| 77369 | POINCY | 14 579 |
| 77448 | SEPT-SORTS | 6 421 |
| 77449 | SERRIS | 130 085 |
| 77482 | VARENNES-SUR-SEINE | 25 823 |
| 77518 | VILLIERS-EN-BIERE | 60 368 |
| 78029 | AUBERGENVILLE | 106 775 |
| 78043 | BAILLY | 129 621 |
| 78050 | BAZOUCHES-SUR-GUYONNE | 38 338 |
| 78053 | BEHOUST | 9 611 |
| 78117 | BUC | 581 715 |
| 78118 | BUCHELAY | 32 634 |
| 78133 | CHAMBOURCY | 764 231 |
| 78143 | CHATEAUFORT | 71 883 |
| 78164 | CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES | 84 367 |
| 78165 | CLAYES-SOUS-BOIS | 324 934 |
| 78168 | COIGNIERES | 679 919 |
| 78208 | ELANCOURT | 396 154 |
| 78238 | FLINS-SUR-SEINE | 147 991 |
| 78245 | FONTENAY-MAUVOISIN | 21 312 |
| 78264 | GAMBAISEUIL | 3 236 |
| 78289 | GROSROUVRE | 62 471 |
| 78291 | GUERVILLE | 16 531 |

| | | |
|-------|-------------------------|-----------|
| 78296 | GUITRANCOURT | 8 000 |
| 78297 | GUYANCOURT | 933 189 |
| 78299 | HARDRICOURT | 11 067 |
| 78302 | HAUTEVILLE | 14 991 |
| 78320 | JEUFOSSE | 6 251 |
| 78343 | LOGES-EN-JOSAS | 134 873 |
| 78350 | LOUVECIENNES | 683 851 |
| 78356 | MAGNY-LES-HAMEAUX | 192 875 |
| 78383 | MAUREPAS | 568 754 |
| 78389 | MERE | 45 897 |
| 78398 | MESNULS | 32 145 |
| 78406 | MILON-LA-CHAPELLE | 15 428 |
| 78423 | MONTIGNY-LE-BRETONNEUX | 1 100 497 |
| 78466 | ORGEVAL | 355 338 |
| 78490 | PLAISIR | 602 842 |
| 78498 | POISSY | 725 306 |
| 78501 | PORCHEVILLE | 267 036 |
| 78522 | ROCHEFORT-EN-YVELINES | 27 631 |
| 78524 | ROCQUENCOURT | 254 252 |
| 78558 | SAINT-ILLIERS-LA-VILLE | 4 800 |
| 78561 | SAINT LAMBERT DES BOIS | 43 308 |
| 78615 | THIVERVAL-GRIGNON | 4 458 |
| 78620 | TOUSSUS-LE-NOBLE | 36 342 |
| 78640 | VELIZY-VILLACOUBLAY | 5 072 199 |
| 78644 | VERRIERE | 19 315 |
| 78650 | VESINET | 1 872 798 |
| 78674 | VILLEPREUX | 91 032 |
| 78683 | VILLIERS-SAINT-FREDERIC | 45 663 |
| 78688 | VOISINS-LE-BRETONNEUX | 502 494 |
| 91041 | AVRAINVILLE | 13 145 |
| 91064 | BIEVRES | 459 940 |
| 91136 | CHAMPLAN | 121 509 |
| 91161 | CHILLY-MAZARIN | 75 649 |
| 91174 | CORBEIL-ESSONNES | 88 892 |
| 91179 | COUDRAY-MONTCEAUX | 189 778 |
| 91330 | LARDY | 60 340 |
| 91340 | LISSES | 95 287 |
| 91377 | MASSY | 921 548 |
| 91378 | MAUCHAMPS | 11 917 |
| 91432 | MORANGIS | 85 284 |
| 91435 | MORSANG-SUR-SEINE | 69 415 |
| 91458 | NOZAY | 122 872 |
| 91479 | PARAY-VIEILLE-POSTE | 1 406 189 |
| 91534 | SACLAY | 89 216 |
| 91538 | SAINT-AUBIN | 154 781 |
| 91648 | VERT-LE-GRAND | 13 372 |

| | | |
|-------|--------------------------|------------|
| 91659 | VILLABE | 61 940 |
| 91661 | VILLEBON-SUR-YVETTE | 1 611 878 |
| 91666 | VILLEJUST | 224 923 |
| 91689 | WISSOUS | 316 457 |
| 92002 | ANTONY | 778 692 |
| 92012 | BOULOGNE-BILLANCOURT | 16 352 626 |
| 92024 | CLICHY | 532 078 |
| 92026 | COURBEVOIE | 15 723 830 |
| 92040 | ISSY-LES-MOULINEAUX | 7 204 097 |
| 92044 | LEVALLOIS-PERRET | 9 942 449 |
| 92047 | MARNES-LA-COQUETTE | 106 160 |
| 92048 | MEUDON | 1 867 796 |
| 92050 | NANTERRE | 9 416 973 |
| 92051 | NEUILLY-SUR-SEINE | 9 248 670 |
| 92060 | PLESSIS-ROBINSON | 674 466 |
| 92062 | PUTEAUX | 14 699 443 |
| 92063 | RUEIL-MALMAISON | 6 686 913 |
| 92064 | SAINT-CLOUD | 3 198 159 |
| 92072 | SEVRES | 935 853 |
| 92073 | SURESNES | 2 739 974 |
| 92076 | VAUCRESSON | 312 906 |
| 92077 | VILLE-D'AVRAY | 543 225 |
| 93051 | NOISY-LE-GRAND | 174 326 |
| 93055 | PANTIN | 418 121 |
| 93070 | SAINT-OUEN | 2 715 609 |
| 93073 | TREMBLAY-EN-FRANCE | 5 093 794 |
| 93074 | VAUJOURS | 143 839 |
| 94003 | ARCUEIL | 485 663 |
| 94018 | CHARENTON-LE-PONT | 1 412 595 |
| 94021 | CHEVILLY-LARUE | 637 026 |
| 94033 | FONTENAY-SOUS-BOIS | 429 830 |
| 94037 | GENTILLY | 316 018 |
| 94041 | IVRY-SUR-SEINE | 1 066 667 |
| 94054 | ORLY | 185 072 |
| 94065 | RUNGIS | 2 639 356 |
| 94081 | VITRY-SUR-SEINE | 81 692 |
| 95051 | BEAUCHAMP | 138 944 |
| 95088 | BONNEUIL-EN-FRANCE | 207 541 |
| 95154 | CHENNEVIERES-LES-LOUVRES | 21 450 |
| 95210 | ENGHIEN-LES-BAINS | 2 660 700 |
| 95212 | EPIAIS-LES-LOUVRES | 27 264 |
| 95271 | GENICOURT | 5 907 |
| 95371 | MARLY-LA-VILLE | 142 263 |
| 95492 | PLESSIS-GASSOT | 25 374 |
| 95510 | PUISEUX-PONTOISE | 2 351 |
| 95527 | ROISSY-EN-FRANCE | 1 644 659 |

| | | |
|-------|-------------|---------|
| 95580 | SAINT-WITZ | 208 082 |
| 95612 | THILLAY | 10 787 |
| 95633 | VAUDHERLAND | 9 117 |
| 95675 | VILLERON | 7 942 |

ANNEXE 5

LISTE DES COMMUNES BÉNÉFICIAIRES DU FSRIF EN 2018

| Code INSEE | Nom de la commune | ATTRIBUTION FINALE 2018 |
|------------|-----------------------|-------------------------|
| 77014 | AVON | 635 348 |
| 77079 | CHAMPAGNE-SUR-SEINE | 756 416 |
| 77083 | CHAMPS-SUR-MARNE | 977 356 |
| 77108 | CHELLES | 2 118 910 |
| 77131 | COULOMMIERS | 1 318 338 |
| 77152 | DAMMARIE-LES-LYS | 1 899 567 |
| 77171 | ESBLY | 661 224 |
| 77183 | FERTE-SOUS-JOUARRE | 1 157 284 |
| 77192 | FONTENAY-TRESIGNY | 87 659 |
| 77215 | GRETZ-ARMAINVILLIERS | 409 852 |
| 77243 | LAGNY-SUR-MARNE | 422 876 |
| 77249 | LESIGNY | 326 460 |
| 77251 | LIEUSAIN | 816 471 |
| 77258 | LOGNES | 625 657 |
| 77284 | MEAUX | 5 375 815 |
| 77285 | MEE-SUR-SEINE | 2 609 961 |
| 77288 | MELUN | 4 034 689 |
| 77296 | MOISSY-CRAMAYEL | 1 057 923 |
| 77305 | MONTEREAU-FAULT-YONNE | 1 807 521 |
| 77320 | MOUROUX | 553 873 |
| 77326 | NANDY | 324 694 |
| 77327 | NANGIS | 745 702 |
| 77330 | NANTEUIL-LES-MEAUX | 250 728 |
| 77333 | NEMOURS | 1 479 472 |
| 77337 | NOISIEL | 955 286 |
| 77349 | OTHIS | 189 818 |
| 77379 | PROVINS | 1 066 056 |
| 77382 | QUINCY-VOISINS | 454 609 |
| 77390 | ROISSY-EN-BRIE | 1 038 328 |
| 77430 | SAINT-PATHUS | 684 154 |
| 77445 | SAVIGNY-LE-TEMPLE | 2 690 598 |
| 77458 | SOUPPES-SUR-LOING | 420 705 |
| 77464 | THORIGNY-SUR-MARNE | 467 580 |
| 77468 | TORCY | 1 621 224 |
| 77470 | TOURNAN-EN-BRIE | 337 856 |
| 77475 | TRILPORT | 373 691 |
| 77514 | VILLEPARISIS | 1 200 089 |
| 78005 | ACHERES | 1 509 496 |
| 78123 | CARRIERES-SOUS-POISSY | 526 623 |
| 78138 | CHANTELOUP-LES-VIGNES | 1 087 904 |

| | | |
|-------|---------------------------|-----------|
| 78335 | LIMAY | 399 340 |
| 78354 | MAGNANVILLE | 258 883 |
| 78361 | MANTES-LA-JOLIE | 4 702 669 |
| 78362 | MANTES-LA-VILLE | 1 664 150 |
| 78401 | MEULAN-EN-YVELINES | 532 920 |
| 78440 | MUREAUX | 2 545 746 |
| 78531 | ROSNY-SUR-SEINE | 117 840 |
| 78545 | SAINT-CYR-L'ECOLE | 953 488 |
| 78586 | SARTROUVILLE | 1 559 338 |
| 78621 | TRAPPES | 3 113 307 |
| 78642 | VERNEUIL-SUR-SEINE | 533 542 |
| 78643 | VERNOUILLET | 285 545 |
| 78644 | VERRIERE | 592 900 |
| 91021 | ARPAJON | 142 412 |
| 91027 | ATHIS-MONS | 2 469 571 |
| 91045 | BALLANCOURT-SUR-ESSONNE | 255 296 |
| 91097 | BOUSSY-SAINT-ANTOINE | 153 910 |
| 91103 | BRETIGNY-SUR-ORGE | 794 422 |
| 91105 | BREUILLET | 349 412 |
| 91114 | BRUNOY | 899 126 |
| 91174 | CORBEIL-ESSONNES | 1 505 882 |
| 91182 | COURCOURONNES | 666 311 |
| 91200 | DOURDAN | 386 179 |
| 91201 | DRAVEIL | 1 995 505 |
| 91207 | EGLY | 412 133 |
| 91215 | EPINAY-SOUS-SENART | 1 666 541 |
| 91223 | ETAMPES | 1 172 400 |
| 91228 | EVRY | 4 259 549 |
| 91235 | FLEURY-MEROGIS | 1 388 233 |
| 91286 | GRIGNY | 4 805 579 |
| 91326 | JUVISY-SUR-ORGE | 529 701 |
| 91421 | MONTGERON | 670 424 |
| 91434 | MORSANG-SUR-ORGE | 1 039 819 |
| 91514 | QUINCY-SOUS-SENART | 365 742 |
| 91521 | RIS-ORANGIS | 986 651 |
| 91540 | SAINT-CHERON | 120 676 |
| 91549 | SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS | 935 727 |
| 91552 | SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON | 477 565 |
| 91570 | SAINT-MICHEL-SUR-ORGE | 1 617 013 |
| 91589 | SAVIGNY-SUR-ORGE | 1 150 358 |
| 91657 | VIGNEUX-SUR-SEINE | 3 617 688 |
| 91687 | VIRY-CHATILLON | 1 824 879 |
| 91692 | ULIS | 1 591 826 |
| 92007 | BAGNEUX | 3 558 623 |
| 92019 | CHATENAY-MALABRY | 1 728 593 |
| 92025 | COLOMBES | 2 702 420 |

| | | |
|-------|-----------------------|-----------|
| 92032 | FONTENAY-AUX-ROSES | 871 527 |
| 92036 | GENNEVILLIERS | 2 481 429 |
| 92046 | MALAKOFF | 724 033 |
| 92078 | VILLENEUVE-LA-GARENNE | 2 528 243 |
| 93001 | AUBERVILLIERS | 9 291 606 |
| 93005 | AULNAY-SOUS-BOIS | 2 640 927 |
| 93006 | BAGNOLET | 1 871 450 |
| 93007 | BLANC-MESNIL | 5 608 207 |
| 93008 | BOBIGNY | 5 824 530 |
| 93010 | BONDY | 7 160 950 |
| 93013 | BOURGET | 866 008 |
| 93014 | CLICHY-SOUS-BOIS | 5 474 412 |
| 93027 | COURNEUVE | 4 435 811 |
| 93029 | DRANCY | 6 411 777 |
| 93030 | DUGNY | 1 436 158 |
| 93031 | EPINAY-SUR-SEINE | 6 387 558 |
| 93032 | GAGNY | 3 208 992 |
| 93039 | ILE-SAINT-DENIS | 910 556 |
| 93045 | LILAS | 495 070 |
| 93046 | LIVRY-GARGAN | 2 445 069 |
| 93047 | MONTFERMEIL | 1 827 006 |
| 93048 | MONTREUIL | 4 081 528 |
| 93050 | NEUILLY-SUR-MARNE | 3 247 671 |
| 93053 | NOISY-LE-SEC | 5 175 292 |
| 93055 | PANTIN | 1 651 319 |
| 93057 | PAVILLONS-SOUS-BOIS | 315 505 |
| 93059 | PIERREFITTE-SUR-SEINE | 3 630 156 |
| 93061 | PRE-SAINT-GERVAIS | 1 984 346 |
| 93063 | ROMAINVILLE | 1 702 540 |
| 93064 | ROSNY-SOUS-BOIS | 664 065 |
| 93066 | SAINT-DENIS | 8 046 650 |
| 93071 | SEVRAN | 6 600 362 |
| 93072 | STAINS | 5 909 610 |
| 93077 | VILLEMOMBLE | 986 409 |
| 93078 | VILLEPINTE | 1 458 265 |
| 93079 | VILLETANEUSE | 1 616 376 |
| 94001 | ABLON-SUR-SEINE | 385 971 |
| 94002 | ALFORTVILLE | 3 421 276 |
| 94004 | BOISSY-SAINT-LEGER | 923 253 |
| 94011 | BONNEUIL-SUR-MARNE | 1 428 736 |
| 94016 | CACHAN | 1 980 700 |
| 94017 | CHAMPIGNY-SUR-MARNE | 5 642 325 |
| 94022 | CHOISY-LE-ROI | 3 090 064 |
| 94028 | CRETEIL | 5 643 484 |
| 94034 | FRESNES | 870 443 |
| 94037 | GENTILLY | 587 413 |

| | | |
|-------|--------------------------|-----------|
| 94038 | HAY-LES-ROSES | 470 514 |
| 94043 | KREMLIN-BICETRE | 872 582 |
| 94044 | LIMEIL-BREVANNES | 1 730 467 |
| 94054 | ORLY | 1 459 451 |
| 94059 | PLESSIS-TREWISE | 594 749 |
| 94060 | QUEUE-EN-BRIE | 600 016 |
| 94074 | VALENTON | 1 589 756 |
| 94076 | VILLEJUIF | 3 073 534 |
| 94077 | VILLENEUVE-LE-ROI | 298 300 |
| 94078 | VILLENEUVE-SAINT-GEORGES | 3 520 495 |
| 94079 | VILLIERS-SUR-MARNE | 1 501 059 |
| 94081 | VITRY-SUR-SEINE | 3 811 797 |
| 95018 | ARGENTEUIL | 8 635 458 |
| 95019 | ARNOUVILLE | 572 373 |
| 95039 | AUVERS-SUR-OISE | 220 893 |
| 95052 | BEAUMONT-SUR-OISE | 887 819 |
| 95060 | BESSANCOURT | 390 788 |
| 95063 | BEZONS | 1 140 770 |
| 95091 | BOUFFEMONT | 622 738 |
| 95127 | CERGY | 4 252 629 |
| 95134 | CHAMPAGNE-SUR-OISE | 278 959 |
| 95197 | DEUIL-LA-BARRE | 865 238 |
| 95199 | DOMONT | 315 692 |
| 95203 | EAUBONNE | 760 150 |
| 95218 | ERAGNY | 347 483 |
| 95219 | ERMONT | 1 999 094 |
| 95229 | EZANVILLE | 379 582 |
| 95250 | FOSSES | 255 169 |
| 95252 | FRANCONVILLE | 1 193 716 |
| 95268 | GARGES-LES-GONESSE | 5 656 800 |
| 95277 | GONESSE | 2 433 566 |
| 95280 | GOUSSAINVILLE | 2 363 178 |
| 95288 | GROSLAY | 155 794 |
| 95323 | JOUY-LE-MOUTIER | 562 729 |
| 95351 | LOUVRES | 361 960 |
| 95355 | MAGNY-EN-VEXIN | 363 016 |
| 95392 | MERIEL | 335 839 |
| 95394 | MERY-SUR-OISE | 605 011 |
| 95424 | MONTIGNY-LES-CORMEILLES | 1 809 195 |
| 95427 | MONTMAGNY | 1 127 438 |
| 95480 | PARMAIN | 90 245 |
| 95487 | PERSAN | 1 377 722 |
| 95488 | PIERRELAYE | 359 969 |
| 95500 | PONTOISE | 1 470 609 |
| 95539 | SAINT-BRICE-SOUS-FORET | 549 032 |
| 95555 | SAINT-GRATIEN | 763 871 |

| | | |
|-------|---------------------|-----------|
| 95572 | SAINT-OUEN-L'AUMONE | 665 960 |
| 95582 | SANNOIS | 1 629 099 |
| 95585 | SARCELLES | 7 964 665 |
| 95652 | VIARMES | 196 058 |
| 95680 | VILLIERS-LE-BEL | 3 994 248 |

ANNEXE 6

MODÈLES DE FICHE DE NOTIFICATION DU FSRIF EN 2018

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE

Date

FICHE DE NOTIFICATION
FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES DE LA REGION D'ILE DE FRANCE

REPARTITION 2018

| Code Insee de la commune | Nom de la commune |
|---------------------------------|-------------------|
| CONTRIBUTION | |
| MONTANT DU PRELEVEMENT | |
| BENEFICIAIRE | |
| MONTANT DE L'ATTRIBUTION | |
| SITUATION DE LA COMMUNE | |
| MONTANT NET | |

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LA PRESENTE DECISION PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE 2 MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELLE-CI.